

Solidaires



ET INTERNATIONALISTES!

#113

mars 2021

Réseau syndical international de solidarité et de luttes



Après plusieurs reports liés à la situation sanitaire mondiale, la quatrième rencontre internationale devrait se tenir, à Dijon, du 23 au 26 septembre 2021. Les trois précédentes ont eu lieu en 2013 à St-Denis (France), en 2015 à Sao Paulo (Brésil) et en 2018 à Madrid (Etat espagnol).

L'essentiel des activités du Réseau vise soutenir

des luttes syndicales dans le monde

Communiqués ou messages de soutien, solidarité financière, informations diffusées dans les entreprises concernées d'autres pays, etc. Nous avons également décidé de travailler, lors de chaque rencontre internationale mais aussi dans l'intervalle entre celles-ci, sur cinq sujets : contrôle ouvrier, autogestion ; droits des migrant-es, migrations ; droits des femmes, féminisme ; anticolonialisme ; répression antisyndicale et envers les mouvements sociaux. Comme pour toute activité syndicale, cela n'aurait pas de sens si nous ne prenions pas en compte la dimension professionnelle, permettant un lien direct avec ce que vivent quotidiennement les travailleuses et les travailleurs, sur le lieu d'exploitation qu'est l'entreprise.

Plan de travail pour 2021, dont la réunion de septembre à Dijon

Compte tenu des incertitudes sur les possibilités de déplacement durant le premier semestre, et en pariant sur la possibilité de le faire au second, le plan de travail suivant a été défini :

Des réunions thématiques, sous forme de visioconférences

(Pour s'inscrire : rsisl2021@solidaires.org)

- Droits des femmes, féminisme : 13 mars.
- Autogestion, contrôle ouvrier : 10 avril.
- Répression : 8 mai.
- Anticolonialisme : 22 mai.
- Droits des migrant-es, migrations : 12 juin.

Le travail par secteur professionnel

Il est proposé que les groupes se réunissent au cours du premier semestre, aux dates qu'ils détermineront eux-mêmes, afin d'envoyer un texte pour le 1^{er} juillet au plus tard, dans la perspective de la rencontre de septembre. Sont proposés les secteurs suivants : Commerce et services – Education – Industrie – Santé – Métro – Ferroviaire – Transport aérien – transport routier – Télémarketing et télécommunication – Poste – Retraité-es – Fonction publique – Travailleuses et travailleurs précaires – Etudiant-es.

(Pour s'inscrire : rsisl2021@solidaires.org)

Rencontre plénière virtuelle

Une réunion plénière du Réseau syndical international de solidarité et de luttes sera organisée, sous forme de visioconférence, le 24 avril, sur le thème « Les travailleuses et travailleurs, nos luttes, durant la pandémie de coronavirus ». La plénière se fera via Zoom.

(Pour s'inscrire : rsisl2021@solidaires.org)

4^e rencontre

Du 23 au 26 septembre à Dijon

www.laboursolidarity.org/4eme-rencontre-du-Reseau-syndical

Union
syndicale
Solidaires

Bulletin de la commission internationale de l'Union syndicale Solidaires
31 rue de la Grange aux Belles 75010 Paris · (33) 1 58 39 30 20
contact@solidaires.org · solidaires.org



Droits des femmes : visio, le 13 mars

Première des réunions thématiques organisées par le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, celle intitulée « Droits des femmes, féminisme », se tiendra le 13 mars à 15 heures.

www.laboursolidarity.org/13-mars-REUNION-PAR

Hong Kong : contre la répression

Une répression implacable s'abat sur l'ensemble des opposant-es aux pouvoirs de Hong Kong et de Pékin. Dans un message adressé notamment aux organisations syndicales du monde entier, la centrale syndi-

cale indépendante hongkongaise HKCTU résume la situation et appelle à l'envoi de messages de soutien, à titre collectif et/ou individuel. Tout est expliqué ici : www.laboursolidarity.org/Appel-au-soutien-du-mouvement

Biélorussie : la répression antisyndicale se poursuit



Après les procès envers des militants impliqués dans l'organisation de grèves en août et septembre 2020, la police biélorusse a franchi une nouvelle étape dans la répression contre le mouvement syndical. Le 17 février 2021, de nombreux locaux syndicaux ainsi que les domiciles de militants ont été perquisitionnés. Le syndicat des travailleurs de l'industrie radio et électronique a ainsi été investi, de nombreux documents et des ordinateurs ont été pris. Des balles ont été « trouvées » : le syndicat considère qu'il s'agit là de provocation dans le but de préparer une répression encore plus forte. Les organisations syndicales membres du Réseau syndical international de solidarité et de luttes ont réaffirmé leur soutien aux syndicats indépendants biélorusses.

www.laboursolidarity.org/Bielorussie-la-police-investit-de

Pour la vie. Les zapatistes visiteront les cinq continents



Mexique, Chiapas et Zapatistes

Deuxième rencontre des peuples zapatistes avec les peuples du monde, Caracol de La Realidad, août 2007
Supplément à Expressions solidaires édité par l'Union syndicale Solidaires et le C2S
Commission paritaire et 5000 en euros - Dépôt légal à parution
Directeur de la publication : Armand Coupat - Rédaction : 144, boulevard de la Villette - 75019 Paris

Solidaires International



Mexique, Chiapas et Zapatistes

Dans nombre de départements, des militantes et militants Solidaires sont impliqués dans l'organisation de la tournée européenne des zapatistes. Une coordination européenne fonctionne, où Solidaires est également représenté. Avec les difficultés inhérentes à un tel projet, rencontres, débats et autres initiatives s'organisent.

www.solidaires.org/Pour-la-vie-les-zapatistes-visiteront-les-5-continentes-texte-complet

Coordination internationale des salarié-es d'Amazon

Les fermetures d'entrepôt, les suppressions d'emplois, touchent tous les pays où Amazon est installé. Les conditions de travail, déjà très difficiles, se détériorent encore, notamment à travers la succession plus rapide entre périodes de nuit et de jour. Des grèves éclatent. Une rencontre internationale est envisagée le 8 mai à Berlin, une autre en Italie à l'automne.

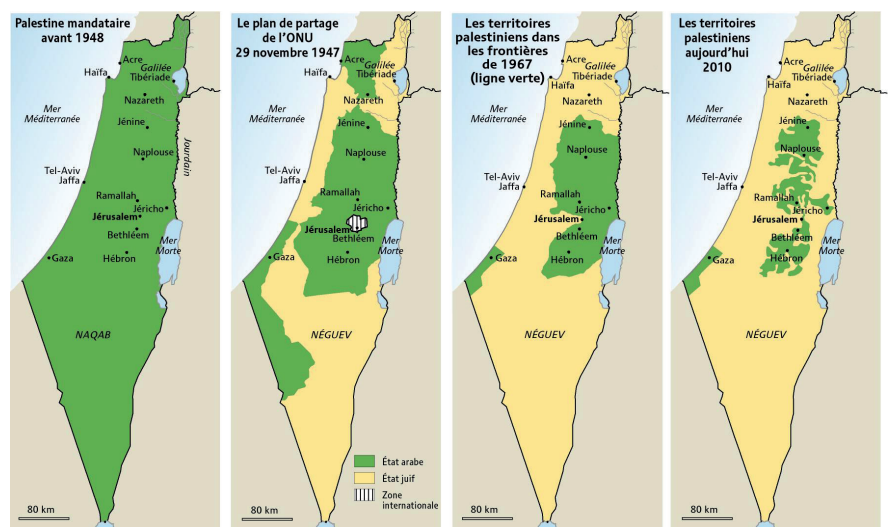
Birmanie : le mouvement ouvrier présent dans la lutte

Plusieurs informations à propos de la situation en Birmanie :
www.laboursolidarity.org/Les-personnels-de-sante-du-Myanmar
www.laboursolidarity.org/Les-travailleurs-des-banques
www.laboursolidarity.org/Le-mouvement-ouvrier-du-Myanmar



Boycott, Désinvestissement, Sanctions envers l'Etat colonial israélien

L'Union syndicale Solidaires est engagée sur différents fronts, dans le cadre du soutien au peuple palestinien. La campagne de Boycott, Désinvestissement, Sanctions envers l'Etat colonial israélien se poursuit. Le 13 juin 2018, huit organisations, dont Solidaires en lien avec la fédération SUD-Rail et Solidaires Groupe RATP, publiaient un rapport intitulé « Tramway de Jérusalem : des entreprises françaises contribuent à la colonisation israélienne du territoire palestinien occupé ». Prolongeant le travail mené depuis trois ans, un nouveau courrier unitaire a été adressé aux responsables de la RATP et de la SNCF :



[...] Ce rapport dénonçait la participation de trois entreprises françaises, Egis et Systra, filiales d'établissements publics (Caisse des Dépôts et Consignations, SNCF et RATP, respectivement) et Alstom, dans la construction et la maintenance du tramway de Jérusalem, outil de la politique de colonisation et d'annexion israélienne à Jérusalem-Est, en violation complète du droit international. Le retrait de Systra [...] était annoncé en juin 2018 par son actionnaire de référence la SNCF, invoquant le droit international public. Il était suivi du retrait d'Alstom en mai 2019 indiquant que « l'appel d'offres et le projet lui-même sont ostensiblement nuisibles, ou pourraient potentiellement nuire aux droits de l'Homme ».

Or, le 13 janvier 2021, a été annoncée l'attribution au consortium Bombardier-CAF comme adjudicataire préférentiel d'un contrat de 2,56 milliards d'euros portant sur la fourniture de 146 trains pour la ligne de banlieue du RER B. Ces trains [...] seront exploités conjointement par la SNCF et la RATP. [...] la société CAF, conjointement à la société israélienne Shapir, a été sélectionnée à l'issue d'un appel d'offre pour l'extension de la « ligne rouge » existante, la construction d'une nouvelle ligne, la « ligne verte », et la gestion sur 25 ans de l'ensemble du réseau de tramway de Jérusalem [...]

Une base de données des Nations unies sur les entreprises impliquées dans l'entreprise de colonisation illégale d'Israël a été publiée en février 2020. Elle répertorie 112 entreprises israéliennes et multinationales. [...] En 2016 et 2017, le Conseil des droits de l'homme des Nations unies a jugé que le tramway de Jérusalem (JLR) est illégal, déclarant qu'il « viole clairement le droit international et les résolutions pertinentes des Nations unies ». La compagnie Shapir, partenaire israélien de CAF dans le tramway de Jérusalem (JLR), est incluse dans cette base de données. Et en décembre 2020, 31 organisations de défense des droits de l'Homme, réseaux et syndicats de Palestine et d'Europe ont soumis un rapport au HCDH à Genève, demandant que *Construcciones y Auxiliar de Ferrocarriles (CAF)* soit ajoutée à cette même base de données lors de sa prochaine révision.

[...] Nous vous demandons donc de dénoncer le contrat RATP/SNCF avec CAF/Bombardier.

Et aussi : à voir et écouter

« Qu'est-ce que les syndicalistes européens peuvent faire pour soutenir les Palestiniens ? »

<http://www.laboursolidarity.org/Qu-est-ce-que-les-syndicalistes>

L'Etat turc menace les militant-es kurdes, en France aussi

Le pouvoir turc mène une chasse effroyable aux militantes et militants kurdes ; pas seulement au Kurdistan, pas seulement en Turquie. Les services et milices turcs sont actifs aussi en France. Le Conseil démocratique kurde en France a récemment alerté à ce propos.

Catalogne : pour la libération des prisonniers politiques

Le Collectif pour la libération des prisonniers politiques de Catalogne propose cette motion à la signature des fédérations, unions départementales ou locales, syndicats. A transmettre à petitionlibcat@gmail.com Les structures Solidaires ont reçu une information complète, via la note journalière.

La fédération / L'Union départementale ou locale/Le syndicat...

Des droits fondamentaux sont ouvertement bafoués dans un pays voisin, l'Etat espagnol : droit à l'autodétermination, droit de se réunir, de manifester et de s'organiser pour l'exercer. Des solutions politiques et démocratiques doivent être privilégiées aux choix judiciaires et répressifs choisis jusqu'à présent à propos de la crise catalane. Cela passe par le dialogue. Mais aucun dialogue démocratique digne de ce nom ne saurait être entamé sans que ne soient libérés toutes celles et tous ceux qui sont poursuivis pour avoir exercé leurs droits civiques.

Il ne s'agit pas de nous prononcer pour ou contre l'indépendance de la Catalogne, mais pour les raisons évoquées plus haut et dans le cadre des valeurs démocratiques, internationalistes et solidaires du syndicalisme, nous :

– réaffirmons notre plein soutien au respect des droits



fondamentaux, en Catalogne, comme partout dans le monde ;

– demandons l'amnistie des prisonniers et des prisonnières politiques, leur libération immédiate ;

– demandons l'abandon de toutes les charges portées contre eux et contre ceux qui ont été obligés de s'exiler, ainsi que l'abandon des poursuites contre toutes les citoyennes et les citoyens pour avoir exercé leur libre droit d'expression.

www.petitioncat.blogspot.com

Kanaky : il est fini le temps des colonies ?



L'Union syndicale Solidaires participe au Collectif Solidarité Kanaky. Le dernier numéro du bulletin de ce collectif est consacré à la lutte « Usine du Sud, usine pays », entamée il y a un an. Le 2 février, les élu-es indépendantistes (UC-FLNKS et indépendantistes et UNI) ont démissionné de l'exécutif du « gouvernement collégial de Nouvelle-Calédonie », entraînant la chute de celui-ci. Extrait du communiqué unitaire

des deux groupes indépendantistes : « La dynamique institutionnelle est en panne, le consensus devient de moins en moins la règle. Les discussions entre les formations politiques calédoniennes et l'Etat sont interrompues. Les interlocuteurs au sein du gouvernement français ont changé et, par là même, le niveau d'écoute, d'attention et d'expertise sur le dossier calédonien. » « Le secteur du Nickel a été touché en raison d'un processus de vente de la société Vale NC qui prime les intérêts des multinationales sans considération des aspirations des populations locales, des autorités coutumières et de toutes les forces politiques. »

www.solidaires.org/Bulletin-du-Collectif-Solidarite-Kanaky-no-11-Fevrier-2021

Vous pouvez retrouver les informations de la commission internationale de Solidaires sur notre site à l'adresse suivante :

www.solidaires.org/A-I-international